



Régions : LE SOIR DE L'EST

LE PNUD ET L'ANEM À SKIKDA

500 000 dollars injectés par les Japonais dans le projet Força

Un atelier d'information relatif au projet d'«Appui à l'accès des jeunes au premier emploi» s'est tenu dimanche à l'hôtel Belle-Vue à Filfila.

Le nouveau dispositif intitulé «Força, Opportunité», lancé en collaboration entre le gouvernement algérien et le PNUD (contrat signé le 29 mars 2012), dans 4 wilayas pilotes (Skikda, Djelfa, Adrar et Tiaret) et financé à hauteur de 500 000 dollars par le gouvernement japonais, offre une autre opportunité, précaire toujours, aux primodemandeurs d'emploi de bénéficier d'une rémunération mensuelle dans le cadre d'un contrat CDD (contrat à durée déterminée), d'une année non-renouvelable. Après la rupture du contrat, en attendant le lancement d'une autre phase expérimentale en matière d'employabilité, le sort des diplômés n'est pas encore fixé. Contrairement aux dispositifs précédents, ce sont, cette fois-ci, selon les explications données par Farida Kabri du PNUD, les associations qui auront la lourde tâche, sur la base d'un accord de subvention signé avec le PNUD, et qui «préciseront les clauses et conditions de coopération entre les parties pour la réalisation du projet conformément aux règles et procédures du PNUD, notamment, les montants alloués pour la prise en charge totale des coûts salariaux pendant une durée d'une année non renouvelable, et autres matériels ou équipements informatiques ; la désignation d'une personne exerçant l'autorité et la responsabilité du projet, pour les consultations périodiques avec l'ANEM et le PNUD ; les conditions d'emploi et critères stricts de qualification et de compétences, de non-discrimination, d'assurances risques décès, maladies, invalidité..., les rapports périodiques à soumettre sur le bon déroulement des travaux et le suivi financier», de recruter le profil recherché, à condition que son porteur soit inscrit dans les fiches, agence de wilaya de l'emploi de l'AWEM. Le contrat de travail signé entre l'association et le jeune bénéficiaire devra préciser le montant de la rémunération mensuelle, le lieu de l'exercice de l'activité, l'observation des dispositions du règlement intérieur de l'association, les conditions de rupture du contrat, la couverture sociale et les prestations légales. Le projet Força offre, comme phase pilote, 100 emplois au profit des 4 wilayas citées, à raison de 25 pour chacune, donc 1 pour chaque association. Le choix de cette dernière, soit son éligibilité au financement, est motivée par quelques critères, tels l'identité de l'association (agrément, date de création, secteur d'activité, missions), sa disposition à avoir un ou plusieurs projets en cours de réalisation ou en prévision, son aptitude à élaborer un descriptif du poste à pourvoir, sa disponibilité à travers sa dotation en moyens matériels (bureau, local.) et humains (l'existence d'un encadrement adéquat). L'option de ces wilayas est dictée, quant à elle, par les critères suivants : Classement wilaya selon l'importance des ratios demande offre-emploi, pour localiser les fortes tensions sur la demande d'emploi, (NC ANEM 1er Sem 2012) ; Wilaya ayant un nombre limité d'entreprises économiques. (Recensement économique ONS - 2011) ; existence, dans la wilaya d'associations, qui auraient déjà bénéficié de programmes d'aides du SNU (formations, projets réalisés...), et qui seraient plus en mesure de solliciter des besoins en recrutement de personnels d'encadrement dans des secteurs

d'activités pérennes et critères d'équilibre régional et de zones urbaines. Les bénéficiaires seront ciblés parmi ceux ayant entre 20 et 30 ans, n'ayant jamais bénéficié d'emploi, détenteur d'un niveau d'instruction secondaire et supérieur, diplômés de l'université ou sortant (TS) de la formation professionnelle et résidant dans la wilaya concernée. Leur rémunération mensuelle sera de l'ordre de 22 000 DA (TS, bac+3, DEUA, classés B10), 25 000 DA (Licence, LMD, DES, classés A11) et 26 000 DA (Bac+5, master2, post graduation, classés A13). Selon les objectifs cités par Merouane Arim, coordinateur national du projet, Força est une opportunité pour le gouvernement algérien pour tester les associations comme éventuelle structure pour l'employabilité des jeunes diplômés (100 000 associations). Après une année de test, on ne sait si l'échec, si échec il y a, sera imputé au mouvement associatif ou aux dysfonctionnements relevés en cours de chemin à ce dispositif. Mais cela est un autre sujet. A titre d'information également, le projet Opportunité en Algérie s'inscrit dans le cadre d'un programme multi pays «Créations des emplois pour les jeunes dans les pays arabes», financé par le gouvernement japonais et géré par les bureaux du PNUD. Il concerne aussi le Yemen, la Libye, la Tunisie, l'Égypte, le Maroc et la Jordanie. Le budget global qui lui est consacré est de 12 600 000 dollars, dont 500.000 pour notre pays. 400 000 dollars seront injectés pour le paiement et la formation des jeunes, le reste, soit 100 000 dollars, est une sorte de «caisse noire» pour le PNUD, destiné à couvrir les frais de déplacement, de restauration, d'hébergement, et des honoraires des experts.

Zaïd Zoheir